

« Pas une crise mais de la solidarité »

L'un est universitaire, l'autre associatif. Samuel Delépine et Franck Ozouf livrent leurs regards croisés sur la question migratoire, à l'échelle de l'Anjou et bien au-delà, qui révèle aussi une crise de notre société.

Comment s'est passé, à votre sens, l'accueil des migrants depuis un an, sur le département ?

Franck Ozouf : « Factuellement, on n'a pas assisté à des événements du type Saint-Brevin ou région parisienne avec des bâtiments incendiés. Et on a vu un nombre important d'initiatives au niveau local. Oui, il y a une bonne dynamique en Maine-et-Loire, même si un flou existait il y a un an sur la manière dont l'Etat allait prendre en compte cette solidarité qui s'exprimait. Mais aujourd'hui encore, la connexion entre ce que peut faire l'Etat et cette solidarité est très frileuse. »

Samuel Delépine : « Il faut bien distinguer les échelles de l'accueil sur le territoire angevin. Il y a ce qui se fait à l'échelon des institutions, l'accueil organisé, qui a été très flou et l'est un peu moins aujourd'hui. Et puis il y a l'accueil et l'hospitalité organisés par des collectifs citoyens qui eux ont été victimes du flou institutionnel et se sont retrouvés, à l'échelon local, livrés à eux-mêmes. Si on veut parler d'accueil favorable dans le Maine-et-Loire, il faut bien distinguer ce qui relève de l'institution de ce qui relève de la population. Globalement, on est sur un territoire qui appartient au Grand Ouest de la France, qui a toujours été plus modéré, souple, positif du point de vue des idéologies. Et par conséquent plus accueillant. »

Franck Ozouf est chargé de projets « Migrants », plaidoyer et accès aux droits pour les régions Bretagne et Pays-de-Loire, au Secours catholique.



Concrètement, quel « volume » les migrants représentent-ils en Anjou ?

S.D : « Jusqu'à récemment, il y en avait finalement très peu issu du mouvement migratoire actuel. La mobilisation citoyenne a été importante parce que les gens ont été très choqués par ce qui se passait en Méditerranée, mais si on faisait numériquement le compte des personnes arrivées de Syrie, d'Irak ou d'Erythrée en Anjou, il serait relativement faible. C'est finalement avec les relocalisations de Calais qu'il y a quelques migrants supplémentaires. »

F.O : « Ceux-ci représentent environ un quart du flux annuel. Il y a 140 places en Centres d'accueil et d'orientation (CAO) en Maine-et-Loire ⁽¹⁾. Et depuis le début de l'année 2016, les chiffres de l'OFPPA indiquent un volume de 500 primo-demandeurs. C'est assez stable par rapport à l'année dernière. »

Comment considérez-vous l'information du public, à l'heure actuelle, sur la question migratoire ?

F.O : « Beaucoup des informations qui circulent sont imprégnées d'une lecture politique et idéologique. La nouveauté, depuis l'installation des CAO, c'est qu'avec les discours assez délétères de certains politiques nationaux et locaux du genre « Pas de migrants dans ma commune », les collectifs de citoyens qui se montent « contre » vont s'informer auprès des mêmes sources que nous – rapports de l'OFPPA, statistiques européennes... – mais avec un angle d'analyse un peu biaisé. »

S.D : « La première désinformation, c'est de parler de crise migratoire. La vraie crise, c'est celle que subissent les gens dans leur pays d'origine, qui ensuite entraîne un mouvement migratoire. Et là, il y a une question philosophique à se poser : celle de l'accueil et de l'hospitalité. Présenter le flux de ces personnes-là, qui sont dans une urgence absolue – avec les drames que l'on connaît – comme une crise dont on aimerait rapidement qu'elle prenne fin, parce que ce n'est pas bien, ce n'est pas bon. C'est déjà très anxiogène dès le départ. La désinformation est là : présenter un drame humain comme une crise pour le pays d'accueil. Et ça fonctionne ! »

des migrants,

F.O : « Nous sommes plutôt dans une crise de la solidarité, comme l'a dit Ban Ki-Moon (le secrétaire général des Nations Unies, Ndlr) que dans une crise migratoire. Surtout en France, où l'accueil par rapport à d'autres pays européens est quand même largement réduit. »

S.D : « Dans cette crise de la solidarité, on oppose aussi les misères, alors que ce n'est pas du tout le but des collectifs qui se montent. Assez facilement, ceux qui ne veulent pas accueillir arrivent à accréditer l'idée que les locaux qui sont dans des situations difficiles seraient mis de côté vis-à-vis d'un autre public. »

On a l'impression d'une grande confusion des genres, à tous les échelons, notamment sur la question du vocabulaire : c'est quoi un migrant, un réfugié, un demandeur d'asile ?

S.D : « Un migrant c'est quelqu'un qui se retrouve dans une situation – contrainte ou volontaire – qui le fait se déplacer d'un point A à un point B estimant qu'il trouvera mieux sur le point B. Or, le flux migratoire actuel est lié aux crises et aux conflits dans les pays d'origine. Les gens dont on parle pour l'accueil en Maine-et-Loire sont des personnes qui font des demandes en droit d'asile et celles qui ont le statut, les réfugiés eux-mêmes. »

F.O : « Un réfugié, c'est quelqu'un qui a obtenu le statut, un demandeur d'asile celui qui veut l'avoir. La Convention de Genève, qui est l'outil juridique international en la matière, définit le réfugié comme celui qui quitte son pays, fuyant des persécutions ou des craintes de persécution. C'est une qualité, acquise dès lors que l'on franchit sa frontière. Ensuite c'est l'état d'accueil qui confirme ou infirme cette qualité. »

S.D : « Le problème, aujourd'hui, est que les migrants sont divisés en deux : ceux qui sont potentiellement en demande de droit d'asile et tous les autres, qui sont mis dans



En France, nous sommes les « meilleurs » élèves d'Europe, sur cette politique de relocalisation depuis les hot-spots, avec 2 300 personnes accueillies... sur les 30 700 prévues.

Samuel Delépine est maître de conférence en géographie sociale à l'Université d'Angers.



un même paquet, sans tenir compte des situations. On a créé une catégorie de migrants légitimement expulsables face à une catégorie de migrants légitimement acceptables. »

F.O : « On en est arrivé à trier les vrais réfugiés des faux, avec l'empilement des dispositifs de prise en charge ou d'entrée en France où les réfugiés ne se valent pas tous, et ça s'est accéléré depuis un an. L'opposition des publics existe aussi aujourd'hui entre personnes étrangères ! Comment voulez-vous que quelqu'un qui est arrivé ici il y a plusieurs mois comprenne qu'on débloque 12 000 places pour les migrants de Calais ? Ce tri entre les réfugiés est inacceptable. »

S.D : « C'est une simplification à l'extrême, et bien arrangeante pour les autorités, de cette notion de flux migratoire. Vous pouvez être dans la pire des situations dans votre pays, si vous n'êtes pas sur la liste, c'est terminé pour vous. Ça montre que les politiques migratoires européennes ne fonctionnent pas bien. »

Vous pouvez préciser votre pensée ?

S.D : La politique migratoire européenne, c'est déjà Schengen : vous pouvez circuler à l'intérieur des frontières mais c'est très dur d'y entrer puisqu'il y a un contrôle extérieur, qui s'appelait Frontex et vient d'être remplacé. Ceux qui sont favorables à l'accueil des migrants le trouvent très dur, potentiellement destructeur, rigide ; et les anti, d'un laxisme extraordinaire. On peut parler d'échec de la politique migratoire européenne, mais il faut quand même dire qu'il y a eu un vrai volontarisme européen d'accueil, qu'ont freiné les Etats membres eux-mêmes ! 160 000 relocalisations étaient prévues, ce qui est finalement très peu ; la France devait en prendre 30 700, mais les Etats qui étaient contre ont fini par gagner la partie au sommet informel de Bratislava, il y a deux mois.

F.O : En France, nous sommes les « meilleurs » élèves d'Europe, sur cette politique de relocalisation depuis les hot-spots, avec 2 300 personnes accueillies... sur les 30 700 prévues. On devrait être à la moitié... Ce qui est un souci au niveau local, car un certain nombre de places ont été réservées pour ces relocalisés. 800 places sont vides de manière permanente en France, pour les absorber. Dans le Maine-et-Loire, un CADA est resté vide pendant plus de six mois... alors que l'on est sur une gestion de la pénurie.

S.D : Les Etats ont été totalement souverains, dans le bon et le mauvais sens. L'Allemagne n'a par exemple accueilli que 2 000 relocalisés, mais beaucoup plus de son propre chef, hors politique européenne. D'autres en ont accueilli 0 : en plein territoire de l'Union européenne, ils ont réussi à ériger des barrières, des murs, des barbelés loin des principes fondateurs d'hospitalité et d'accueil de l'UE. Les dernières mesures en date, c'est la suppression de Frontex au profit d'une agence beaucoup plus puissante de garde-frontières et garde-côtes, sans contre-pouvoir parlementaire ; et l'accord avec la Turquie, qui, en simplifiant, est une externalisation de l'accueil des demandeurs d'asile.

C'est un reniement de l'Europe ?

SD : L'Union européenne a été créée pour garantir la paix, mais aussi pour garantir la paix de ceux qui subiraient la guerre ailleurs ! Là, c'est catastrophique : tous les jours ou presque, des gens meurent aux portes de l'UE. Quand on prend cela sous un angle de solidarité et d'humanisme, c'est affreux. Constater ça, c'est être perçu comme éloigné des réalités locales, économiques, comme étant un peu « gentil ». Je pense au contraire que c'est être parfaitement rationnel. L'irrationalité et la déshumanisation sont de l'autre côté, et c'est très inquiétant. »

Ce que soulèvent vos réflexions, c'est aussi l'importance, dans l'appréhension de la question migratoire, du rôle du politique...

F.O : « Il est fondamental. Très concrètement, la distinction entre un accueil solidaire ou un accueil étatique, ou la conjonction des deux comme ça a tendance à se construire un petit peu sur le Maine-et-Loire, ça n'est pas la même chose du point de vue de l'hospitalité. La notion de l'accueil est parfois toute relative, selon les territoires. »

SD : « Les problématiques s'aplanissent quand, au niveau local, il y a un volontarisme qui va dans le sens d'une notion d'accueil qui convient à tout le monde. Sinon, ça peut provoquer des distensions dont les premières victimes sont les migrants qui sont perdus sur le territoire, en terme de prise en charge. »

“
Ce qui me rend optimiste, c'est que je pense que la part des gens potentiellement solidaires ou touchés par la question est plus importante que les autres. Mais qu'elle est moins visible, moins médiatisée peut-être, moins coordonnée et moins percutante.

F.O : « La position parfois délétère du politique peut générer un repli. Après, la capacité à accueillir, tout ça s'affine, mais la parole décomplexée génère des opinions décomplexées, alors que l'on n'aurait jamais toléré ça, il y a quelques années. »

S.D : « Ce qui a changé, c'est ça : aujourd'hui, il semble accepté par une partie de la population et une partie des politiques eux-mêmes que le rejet, la peur, puissent constituer une politique. Ce qui me rend optimiste, c'est que je pense que la part des gens potentiellement solidaires ou touchés par la question est plus importante que les autres. Mais qu'elle est moins visible, moins médiatisée peut-être, moins coordonnée et moins percutante. Il est vraiment plus que temps d'être dans une action de coordination, de communication et de médiation forte. Il y a une urgence sociale et humanitaire atroce, mais nous sommes dans une urgence, aussi, sur le plan des idées.

F.O : « Nous sommes presque dans une posture de justification de nos fondamentaux, qui étaient a priori acquis. Le Secours catholique, association généraliste, avec un réseau de 68 000 bénévoles, est assez représentatif de la population nationale : on a aussi ces débats-là en interne. On a une diversité d'opinions – parfois délétères – et de personnes. C'est un sujet qui clive. »

Comment analysez-vous justement ce repli, validé un peu partout en Europe dans les urnes ?

S.D : « Dans ce repli identitaire qui met à mal les notions historiques d'accueil et d'hospitalité, il y a des arguments : la question de l'Islam et du terrorisme est fortement mobilisée. Très clairement, le fait que, dans cette crise, soient essentiellement identifiés des migrants du Proche-Orient qui sont musulmans, pèse. Je le regrette, mais c'est un fait. La question qui se pose vraiment, c'est le rejet assez primaire de l'autre. Et la pensée n'est plus trop la bienvenue dans le débat. Car enfin, les migrations internationales sont structurelles, avec des éléments conjoncturels qui les composent ! On est donc en train de se focaliser sur un phénomène dont on pense qu'il prendra fin, ce qui n'est pas vrai. C'est pour ça aussi que je parle d'irrationalité. Les migrations internationales ne datent pas de la guerre en Syrie ! »

F.O : « D'autres mouvements migratoires ont eu beaucoup plus d'ampleur, je pense aux boat-people, au Kosovo... Ça n'a pas posé de problème à ces époques-là. A l'échelon français, on a géré des flux bien plus importants qu'en ce moment. Comment se fait-il qu'un pays comme la Turquie, avec les dérivés

et travers actuels, arrive à globalement proposer un minimum à 2,7 millions de personnes ? Les réfugiés, c'est un quart de la population du Liban ! Les pays dits en voie de développement accueillent 86 % des réfugiés du monde. Nous, on parle d'un million de réfugiés sur 500 millions d'habitants à l'échelle européenne et en 2015 en France, de 60 000 primo-demandeurs d'asile pour 66 millions d'habitants... Il faut mettre un peu de ratios là-dedans.

L'exemple de Calais montre ce que l'on peut faire s'il y a de la volonté politique : on est capable de créer 12 000 places en quelques mois. On est capable de recenser en une semaine 20 000 places vides appartenant au domaine public. La question des moyens est relative. »

S.D : « J'ai du désarroi vis-à-vis de ce qui se passe, mais l'envie d'être optimiste sur l'idée qu'on peut percer cette bulle idéologique en se coordonnant, en s'en donnant les moyens. Dans le rôle que doit jouer l'Université, on a aussi la volonté de former.

Le Collectif Universitaire Angevin de Solidarité avec les Réfugiés et les Demandeurs D'Accueil est né en octobre 2015 de la nécessité d'agir, face à une situation que l'on jugeait urgente, inquiétante. La philosophie, c'est que l'université a un rôle à jouer sur cette question, à la fois dans le partage des savoirs et de la connaissance, mais également dans l'action et l'accueil, et dans le lien avec la société civile, pour une meilleure coordination.

On imagine en ce moment même des formations qui permettraient à des étudiants qui voudraient s'engager dans cette voie, d'avoir des clés. On parle là de formation mais ça participe de la volonté globale d'investir le sujet à tous les échelons, en lien avec la société civile, les associations, les élus, les universitaires... pour ne pas perdre la bataille idéologique dont on parlait. »

F.O : « A l'image de ce qui se passe en Maine-et-Loire, il y a des initiatives partout. La dynamique est énorme, avec des dizaines d'interventions du collectif ou d'associations comme la nôtre dans des communes, pour prodiguer de l'information. Mais les gens ont besoin de billes, car ils ne mesurent pas tout à fait l'investissement que cela demande. »

Propos recueillis par **Sébastien ROCHARD**

⁽¹⁾ Cinq centres d'accueil et d'orientation (CAO) ont été ouverts depuis le début de l'année en Maine-et-Loire à Avrillé, Angers, Doué-la-Fontaine, Segré et Saumur, plus un sixième à Baugé pour les mineurs isolés.

LES HAUTS DU COUZÉ

MA MAISON À BEAUCOUZÉ



Maman et papa profitent à fond !

- ✓ Emplacement idéal
- ✓ Maisons de type 4 avec grand garage
- ✓ Réalisation moderne : bois et zinc

A partir de 180 500 €

L'ORÉE DES BOIS

MA MAISON À ST-SYLVAIN D'ANJOU



Manon pourra inviter tous ses copains !

- ✓ Construction traditionnelle
- ✓ 3 chambres, garage et jardin
- ✓ Grande pièce de vie

A partir de 172 000 €

26 rue de la Roë ANGERS
02 41 24 13 88

castors-angevins.fr

